

## **Au loup ! Au loup !**

Les droites montent en puissance partout dans le monde semble-t-il : aux USA, en Russie, au Brésil, et même en Europe, les nationalistes sont portés au pouvoir. La démocratie est en danger ! Les gauches agitent de plus en plus souvent, et de plus en plus fortement, le spectre du retour des fascismes devant ces victoires « populistes » de la réaction, antinomiques de la révolution « populaire ».

Au loup ! Au loup ! crient-elles ... Il semble bien que l'époque soit à la réintroduction de cet animal dont je me demande encore quelles sont ses vertus écologiques ; de plus, on connaît l'histoire : à force d'alerter, à la fin, plus personne ne prête attention à ces cris... et c'est alors que le loup arrive pour de bon.

### **Cherchons l'erreur...**

Pourtant, partout où s'opère cette réaction, il y a eu précédemment, plus ou moins longtemps des gouvernements « de gauche ». Ce retour se déroule donc sur la toile de fond d'un échec des politiques de ces gouvernements. Échec qui ne me semble guère analysé. Il est toujours plus facile de dénoncer ceux qui sont supposés avoir tort que de se remettre en question... surtout quand on est certain d'avoir raison, de détenir le vrai.

Quelques indices pourraient pourtant nous permettre de mieux comprendre ce qui se passe – et peut-être d'avoir des stratégies de lutte plus intelligentes et efficaces. Mais cela supposerait de s'intéresser davantage aux erreurs de son camp qu'aux torts de ses adversaires.

### **Premier constat**

Voici longtemps que les gauches n'ont plus de théorie économique à promouvoir. Les échecs des économies planifiées des régimes communistes totalitaires ont ouvert un boulevard au capitalisme qui se présente ainsi comme la seule possibilité. Même la Chine, qui maintient le parti unique et l'élimination de toute opposition, s'est convertie à l'économie capitaliste. Ce qui prouve bien, au passage, qu'ultralibéralisme et dictature peuvent très bien partager le même habitat.

La gauche, qui ne lutte plus sur le terrain de l'économie que pour sauver les acquis, s'est semble-t-il repliée sur la défense des minorités opprimées. Fausse minorité des femmes qui représentent quand même 50% de la population (sauf infanticide féminin culturellement encouragé), ou vraies ultraminorités des transsexuels, des hermaphrodites et des multiples pratiques sexuelles marginales redéfinies en autant de « genres ». La gauche est ainsi passée de la défense des travailleurs à un émiettement des luttes pour la reconnaissance des droits de chaque minorité, c'est-à-dire pour un ensemble hétéroclite que seule réunit une position de victimes. Difficile de tenir un projet de monde commun à partir d'une telle mosaïque d'intérêts singuliers. Surtout avec cette vieille recette toujours active, ce qui est commun, c'est un ennemi qui permet de se construire une unité « contre ». Il est dans ce cas bien difficile de trouver la loi commune à laquelle chacun pourrait se soumettre sinon celle, bien paradoxale qui justement détruit la communauté, celle d'« avoir bien le droit » d'être reconnu dans sa différence singulière, c'est-à-dire en opposition à ce qui fait majorité.

Cette revendication des singularités est parfaitement tolérée par le marché qui n'y trouve qu'une multiplication intéressante de ses cibles. Cela lui permet de segmenter et de diversifier créativement ses offres.

L'État y trouve aussi son compte, car cela lui donne un air de gauche tout autant que libéral en faisant des réformes « sociétales » qui ne lui coûtent rien. Il est plus facile économiquement d'accorder le mariage pour tous que de supprimer les paradis fiscaux, ou le dumping fiscal intra-européen, ou de taxer les GAFA !

La Gauche s'est donc spécialisée dans la défense des intérêts de communautés particulières, celle des droits de chacun au détriment des droits de tous. En oubliant au passage que si le bon sens du citoyen lambda lui fait facilement admettre que la persécution, sur la base des mœurs comme sur celle des appartenances ethniques ou religieuses, n'est pas souhaitable, la défense d'une communauté de vie et de culture semble le tissu interstitiel nécessaire pour une vie collective apaisée. Quoiqu'on en dise, chacun aime bien retrouver ses points de repère familiers, même si, pour certains, cette familiarité repose sur une diversité toujours renouvelée.

Cette stratégie de défense des minorités opprimées aboutit à une non prise en compte d'une majorité, silencieuse parce qu'essentiellement peu portée au conflit. Elle n'aime pas trop ce qu'elle ne connaît pas. Elle s'effraye facilement devant l'inconnu. Mais elle n'aime pas non plus qu'on la culpabilise de cela. Je reste persuadé que la cage aux folles de Poiret et Serrault (que le politiquement correct d'aujourd'hui ne supporterait pas) a davantage fait pour l'acceptation de l'homosexualité et du transvestisme que toutes les revendications militantes qui vitupéraient contre le « virilisme » ou la dénonciation de l'homophobie.

N'oublions pas que la réaction normale à l'humiliation et à l'injure, c'est de s'emparer de l'épithète infamante pour en faire le drapeau d'une fierté revendiquée. Il en a été ainsi régulièrement dans l'art comme en politique. C'est ce qu'on toujours fait les minorités, et c'est la stratégie des « fiertés ». Faut-il encore que cette fierté ne se construise pas sur l'humiliation et la culpabilisation inversées ! Sinon, la fierté « populaire » deviendra vite « populiste ».

### **Second constat**

Tant que la gauche n'aura pas retrouvé une théorie consistante pour la défense d'un nouveau modèle économique, elle continuera sans doute à s'émietter dans des luttes très locales, et à perdre ainsi le contact avec une majorité qui cherche(ra) un jour elle aussi à être reconnue et prise en compte.

Ce modèle économique qui ose peu s'affirmer clairement suppose d'aller à la recherche d'un « vivre mieux avec moins d'argent », c'est ce que j'appelle « démonétiser les rapports sociaux ». Cela suppose une profonde remise en question du quotidien, c'est-à-dire de l'architecture, de l'urbanisme, des transports. Et cela ne sera possible que si les consommateurs-acheteurs sont les producteurs. C'est ce circuit court qui devrait être encouragé par les politiques, et non la croissance infinie du PIB et des écarts de richesse. Mais cela heurte une pensée partagée par la plupart des gens : plus (+) d'argent = plus (+) de bonheur...

Un véritable « en même temps » pourrait (aurait pu ?) permettre de reconstruire ensemble un avenir : en même temps un État fort et régulateur avec une économie de marché dynamique aux libertés encadrées et contrôlées.

### **Un ennemi commun**

Le changement climatique et ses menaces déjà actuelles devrait pouvoir fonctionner comme l'ennemi commun qui permet de lever le nez du guidon des intérêts singuliers du chacun pour soi, de chaque groupe pour lui-même.

Mais cela suppose d'être capable de penser les frontières (c'est-à-dire ce qui sépare et permet les échanges) et les limites (au développement infini dans un monde fini) et de revaloriser l'apprentissage de la frustration qui accompagne inévitablement cette rencontre des limites.